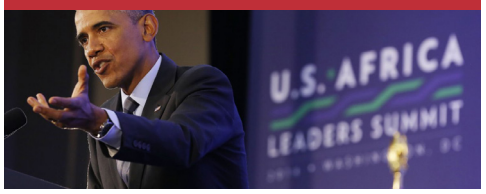
DECRYPTAGE
La RD Congo, la guerre perpétuelle et la question du Grand Rift



ANALYSE
Défense: L'armée congolaise? Une bombe à retardement

DEBAT
Patrick Mbeko - Pourquoi le Congo est un défi pour le panafricanisme

LIVRES & EXTRAITS
Crimes organisés en Afrique centrale - Honoré Ngbanda Nzambo

INGETA

Réinventons le Congo

Juin 2015

Numéro 7, volume 2

Gratuit

www.ingeta.com

Un noir tué de 8 balles aux Etats-Unis. 425 enterrés dans une fosse commune à Kinshasa

Par Jean-Pierre Mbelu.

ULTRALIBERALISME. RACISME.

L'ultralibéralisme est une idéologie privilégiant les valeurs d'argent et de profit. Il écarte de sa vision les dégâts sociaux que la poursuite de ces valeurs cause. Les Africains et autres Congolais convertis à cette idéologie ont sombré dans le déni de la vie. A Ferguson, à Wisconsin comme à Kinshasa, tuer se banalise. Au Congo-Kinshasa, la guerre de prédation et de basse intensité menaient par les anglo-saxons et leurs proxys y impose de plus en plus ''la culture du déchet''. Les indigents et les mendiants que cette guerre a créés après les dégâts sociaux causés par les programmes d'ajustement structurels imposés par ''les tueurs à gage'' du ''nouveau désordre mondial'' (que sont la Banque mondiale et le FMI) peuvent être tués et enterrés nuitamment dans des fosses communes ; sans deuil, sans aucune marque de dignité.

Dès que nous perdons de vue que la guerre de prédation et de basse intensité menée contre le Congo-Kinshasa est anglo-saxonne, il nous devient difficile de comprendre pourquoi les institutions internationales dominées par ''la sainte alliance'' (USA, Grande-Bretagne et France) gardent un silence assourdissant pendant que ses ''nègres de service'' tuent les Congolais(es) et les enterrent dans des fosses communes. Aux USA, un racisme millénaire est toujours rampant. Un noir, après tant d'autres, vient d'y être tué de huit balles dans le dos[1]. ''Ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole'' mais ceux qui sans le monde ne serait pas le monde sont constamment tués. Les racistes et leurs ''nègres de service'' ont sombré dans ''la culture du déchet '', comme dirait le Pape Français. Leur enrichissement illicite crée des masses d'indigents et de mendiants qu'ils peuvent ou tuer ou enterrer dans des fausses communes, sans deuil.

Au Congo-Kinshasa, un pays supposé avoir une croissance économique à deux chiffres, plus de 400 cadavres[2] ont été enterrés nuitamment dans une fausse commune pour effacer les traces de l'indigence et de la mendicité. Dans ce pays où un petit groupe de prédateurs lié au terrorisme anglo-saxon ayant conduit à la guerre de basse intensité dans toute la région des Grands tue sans vergogne les Congolais(es), les justificatifs sont désormais l'indigence et la mendicité. Pour ce groupe de nouveaux prédateurs, les mendiants et les indigents congolais peuvent être tués et enterrés dans des fosses communes.

Ce faisant, ils prouvent par l'absurde que leur rhétorique sur la croissance congolaise à deux chiffres est un mensonge. Ou plutôt un discours convenu dans un monde dominé par l'ultralibéralisme mortifère. Il se pourrait aussi que le produit de cette croissance aille dans les poches de ce petit groupe de prédateurs et de leurs clients, ces oligarques occidentaux de l'argent ayant un mépris indescriptible pour les gens.

A Ferguson, à Wisconsin (USA) comme à Kinshasa (Congo), tuer se banalise de plus en plus. Les tueurs se placent par-delà le bien et le mal. Leurs cœurs et esprits mangés par la cupidité, l'esprit de domination, la violence et le mépris des gens franchissent allègement toutes les lignes ; jaunes ou rouges. Qui peut

> **Tuer les noirs aux Etats-Unis et au Congo-Kinshasa est un signe des temps.** Cela est révélateur que l'ultralibéralisme que les nouveaux prédateurs servent à la République démocratique du Congo fonctionne sur fond de la mort.

leur remettre ces limites l'ONU étant devenue leur instrument de dominant et de massacres des tout-petits ?

Au Congo-Kinshasa, à la publication du rapport Mapping en 2010, il était prévu que les chambres mixtes soient mises en place pour juger les criminels de guerre et les criminels contre l'humanité commis depuis 2001 soient jugés. A ce jour, plus ou moins cinq ans après, rien n'est fait. Les massacres et les tueries extrajudiciaires continuent leur petit bonhomme de chemin. Malheureusement, plusieurs Congolais(es) se leurrent en croyant dans les appels à la démocratie et aux élections libres lancés par ceux dont la police tue les noirs aux USA. Ces compatriotes estiment qu'ils seront appuyés ces messieurs dans leur lutte pour un pays souverain par pour que le Congo-Kinshasa retrouve enfin la paix et la sécurité.

Comment n'arrive-t-il pas à se faire à l'idée que ''leur frère de race'' aux USA, Barack Obama, a compris, il y a quelques mois que, dans son pays ''d'adoption'', le racisme a encore de beaux jours devant lui. Tuer les noirs aux USA et au Congo-Kinshasa est un signe des temps. Cela est révélateur que l'ultralibéralisme que les nouveaux prédateurs servent au Congo-Kinshasa fonctionne sur fond de la mort. Les compatriotes congolais sont plus qu'avertis. Ils ne devront pas compter sur les ultralibéraux et leurs ''nègres de service'' pour mettre fin au racisme et à la mort qu'il engendre.

Aux USA comme au Congo-Kinshasa, tuer les noirs est un ''acte normal'' dans le contexte de l'ultralibéralisme dominant. Sans un sérieux travail de changement de paradigme, de création des masses populaires critiques et d'un imaginaire alternatif ; sans une justice transitoire et un rejet conséquent de la culture du déchet, rien ne pourra changer.

MANIFESTE

Notre raison d'être

La finalité de notre mouvement, c'est la libération de la République démocratique du Congo des forces d'occupation et de corruption. La finalité de notre mouvement, c'est le rétablissement de la justice et la prospérité du peuple congolais en République Démocratique du Congo. Mais la finalité, c'est aussi que notre combat et notre mouvement soient utiles et bénéfiques à chacun d'entre nous, à chacune des personnes qui s'y implique. Il faut que ce mouvement soit une bonne expérience pour chacun de nous.

C'est tout aussi important, parce que l'objectif de la libération est un processus qui peut durer, on ne sait pas le temps que ça prendra. Alors, il faut, pour éviter les démobilisations et les découragements, que le parcours et le temps qui y mènent soient utilisés à bon escient. Cela veut dire que ce combat doit être une opportunité de changer, d'améliorer le quotidien de chacun et/ou de ses proches.

Nous avons là une occasion de matérialiser notre solidarité. C'est le moment pour nous de nous entre-aider, de développer des connections. Untel peut trouver un emploi à un autre, untel peut aider un autre au niveau financier, untel peut participer à l'activité d'un autre, untel peut trouver un stage au fils ou à la fille d'untel, etc, etc.La finalité c'est aussi de créer et de faire émerger des communautés économiques congolaises fortes qui auront leur mot à dire dans les décisions politiques, économiques et sociales qui se prendront là où ils sont. En d'autres termes, nous avons l'occasion là de développer des groupes de pression et de lobbying concrets et efficaces pour notre objectif commun.

Nous avons toutes les compétences, nous sommes nombreux, nous avons montré notre solidarité et notre détermination. Maintenant, il faut passer à la vitesse supérieure. Et agir en ayant toujours en tête la finalité !

Editeur: La Plateforme #Ingeta. Direction de la Publication: Team Ingeta. Adresse: www.ingeta.org. Contact: ingetaweb@gmail.com. Conception & réalisation: Team Ingeta. ***Réinventons le Congo***.

Ingeta sur le web:
www.ingeta.com

Le Congo-Kinshasa, la guerre perpétuelle et la question géographique du Grand Rift

Par Jean-Pierre Mbelu. Photo: DR

COLONIALISME. EXPLOITATION.

La tradition anglo-saxonne a fait de l'expansion de l'empire US une question fondamentalement géographique. Au Congo-Kinshasa, le débat politique semble ignorer cette dimension et établit difficilement le lien entre la guerre perpétuelle imposée au pays et l'exploitation du pétrole au parc de Virunga par Soco. C'est vrai. Cette guerre prend, depuis plus de deux décennies, plusieurs formes. Néanmoins, elle garde sa constance sur le temps long. En tant que guerre d'usure, elle désargente, elle fatigue, elle épuise les énergies morales, psychologiques et spirituelles de plusieurs filles et fils du pays de Lumumba. Face à cette situation, certains d'entre eux optent pour la logique de l'impuissance et du renoncement ; d'autres prennent la voie de l'opportunisme et sont prêts à faire feu de tout bois ; d'autres encore estiment qu'ils ont besoin de devenir davantage une intelligentsia organique et structurante capable de jouer le rôle du levain dans la pâte des masses paysannes et campagnardes. Ils savent, eux, que la lutte est encore âpre. Tout en menant la bataille des idées, ils se disposent de plus en plus à mettre de l'ordre dans leurs organisations solidaires et n'ont pas peur de la confrontation dans un monde pluricentré.

La guerre perpétuelle imposée à la sous-région des Grands Lacs a des fondements racistes de conquête des terres, de contrôle des mers et des airs. Elle est mieux comprise à la relecture des têtes pensantes anglo-saxonnes de la trempe de Mackinder et de ses ''disciples'' tels que Brzezinski et George Friedman.

L'ETAT PROFOND ANGLO-SAXON ET L'EXPANSION GÉOGRAPHIQUE

L'Etat profond anglo-saxon tient à demeurer un empire comme le furent la Rome antique et l'empire britannique. Il travaille à son expansion en utilisant plusieurs prétextes et subterfuges. Son expansion géographique est fondée sur le recours à la force brute et non aux principes de démocratie, de dialogue et des droits de l'homme. Dans la poursuite de cette expansion géographique, cet Etat profond travaille sur des documents archivés sur le temps long. Rappelons qu'il a lié sa vie et sa survie de l'empire à la conquête de l'Eurasie en ayant l'Amérique Latine comme ''arrière-cours''. Pendant longtemps, la Chine a accueilli sur son sol ses entreprises multinationales délocalisées et leur a permis de faire des bénéfices énormes en utilisant une main-d'œuvre moins chère.

Et pendant ce temps, il contrôlait plusieurs pays africains au travers des programmes d'ajustement structurel imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Après la chute du mur de Berlin (1989) et la dislocation de l'URSS en 1991, l'empire anglo-saxon a crié à la fin de l'histoire et au triomphe du néolibéralisme. Il venait d'atteindre l'un des objectifs poursuivi depuis la première guerre mondiale : tenir l'URSS et l'Allemagne désunies pour mieux poursuivre son expansion.

Mais, la montée en puissance de la Chine, le retour de la Russie sur l'échiquier mondial et la lente et sûre émancipation des pays latinos de la globalisation néolibérale sont, depuis quelques décennies, des facteurs qui semblent torpiller les desseins de l'empire anglo-saxon. Sa guerre perpétuelle menée contre ''le terrorisme'' est dorénavant utilisé comme stratégie pour conquérir d'autres espaces vitaux en restant fidèle à son obsession pour le contrôle des terres, des mers et des airs. En Afrique, il est intéressé par le Grand Rift. Qu'est-ce qu'est cela? C'est une zone géographique africaine. « La région en question, (…) comprend non seulement l'Ouganda, où un vaste champ de pétrole a été découvert récemment, mais aussi des terrains miniers parmi les plus riches de la planète – y compris en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et dans la république soutenue par les États-Unis au Soudan du Sud. La région se situe dans cet extraordinaire conjoncture géographique appelée vallée du Grand Rift (Great Rift Belt), qui s'étend au nord depuis la Syrie à travers le Soudan, l'Erythrée et la Mer Rouge pour pénétrer profondément dans le sud de l'Afrique en traversant l'Est du Congo, l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie, la Somalie et jusqu'au Mozambique. [1]»

L'ENJEU DE LA RÉGION DU GRAND RIFT EN AFRIQUE

Géographiquement, la partie orientale du Congo-Kinshasa se trouve dans le Grand Rift. Les géologues attestent que cette région est immensément riche en pétrole, en gaz et en autres ressources stratégiques indispensable au ''Grand jeu US'' et insuffisamment inexplorées. La stratégie du ''chaos constructeur'' entretenu dans cette région est indispensable à ce ''jeu''. « Les troubles politiques chroniques de la région et les tensions entretenues par l'AFRICOM – qui arrangent les majors pétrolières occidentales qui cherchent à maintenir des prix du pétrole ridiculement élevés en contrôlant l'offre – font obstacle au développement de ce pétrole. Tandis que l'Afrique de l'ouest et le Maghreb ont connu des dizaines de milliers de forages pétroliers pendant les dernières décennies, l'Afrique de l'est et l'Afrique centrale, y compris le Darfour et le sud Soudan, le Tchad et la République centrafricaine, sont quasiment terra incognita en termes de forage. [2]»

> **L'exploitation du ''Grand Rift'' est donc fondée sur le colonialisme à l'ancienne, sur le racisme assimilant ''les nègres aux ramasseurs des miettes'', sur la corruption des officiels congolais et sur le profit.**
> **Elle entretient ''le terrorisme'' et les guerres dites ''civiles''.**

La décision prise par l'entreprise britannique Soco d'exploiter le pétrole du parc de Virunga, ce patrimoine classé de l'humanité, est à situer dans ce contexte de l'exploration et de l'exploitation du ''Grand Rift''.

Rappelons que les héritiers de Mackinder sont, pour un certain nombre d'entre eux, des disciples de Darwin. L'expansion de leur empire se moque des ''races faibles''. Une caméra cachée pendant le tournage du documentaire sur le parc de Virunga a pu rendre compte des élans racistes de ce projet. En effet, « le film d'Orlando von Einsiedel montre avec les armes dont il dispose le vrai visage de Soco sur le terrain. Via deux personnages, un ranger de Virunga et la journaliste française Melanie Gouby qui utilisent une caméra cachée en itw, on découvre le vrai visage de la corruption. Le ranger montrant comment les officiels du Congo militent pour que Soco hérite du terrain quitte à donner des pots de vin, graisser des pattes et soutirer des informations directement via des membres du parc naturel. Tandis que Mélanie Gouby montre de son côté une facette qui est à mes yeux la plus triste, celle d'un français bossant pour Soco sur le terrain et qui laisse transpirer dans chacune de ses paroles celle d'un colonialisme à l'ancienne, un racisme tout sauf déguisé nageant dans une volonté sans failles de faire du profit. [3]»

L'exploitation du ''Grand Rift'' est donc fondée sur le colonialisme à l'ancienne, sur le racisme assimilant ''les nègres aux ramasseurs des miettes'', sur la corruption des officiels congolais et sur le profit. Elle entretient ''le terrorisme'' et les guerres dites ''civiles''. Elle s'inscrit dans la logique de la guerre perpétuelle de conquête des ''terra incognita''. Elle fondamentalement géographique et théâtralisé politiquement. C'est beaucoup plus une question d'expansion territoriale que de démocratie et de droits de l'homme. La création du marché de l'Afrique de l'Est est au cœur de cette guerre perpétuelle. La balkanisation et l'implosion du Congo-Kinshasa participent de cette même guerre et de l'incorporation de sa partie orientale à ce marché.

Comment, dans ce contexte, opposer l'intelligence congolaise et panafricaine à celle de ceux qui estiment que les terres qu'ils n'ont pas explorées et exploitées sont des ''terres incognita'' ? Il est important de comprendre qu'il y a dans cette approche des terres une disqualification des rationalités d'autres peuples ; celles qui ne sont pas techniques et/ou technologiques à l'occidentale. Il y a là une négation de l'humanité des autres. Ce déni est la source du racisme auquel conduit l'expansion territoriale, le mépris des gens et la cupidité produite par le goût effréné du profit.

FAIRE FACE AU DÉTRICOTAGE DE LA SOUVERAINETÉ DES PEUPLES

Les élites congolaises qui se veulent organiques et structurantes doivent commencer par maîtriser cette géographie et ses soubassements racistes, colonialistes et ultralibéraux pour les partager avec les populations paysannes vivant de la terre. Elles doivent travailler ensemble pour une occupation ''avertie'' des villages et campagnes congolais. Elles doivent s'habituer, ensemble, à déchiffrer la dimension géographique de la politique étrangère de ceux qui président à la globalisation des économies du ''Grand Rift''.

L'exploration et l'exploitation du ''Grand Rift'' conduisent au détricotage de la souveraineté des peuples qui s'y retrouvent, à la cassure des ressorts psychologiques, spirituels et moraux de résistance contre l'idéologique consumériste ultralibérale et à la création d'un grand marché autorégulé géré par les 1% oligarques d'argent occidentaux et ''leurs nègres de service'' africains. Ceux-ci, déjà corrompus et ayant vendu leurs cœurs et leurs esprits au profit ''des petites mains du capital'', ont du mal à inscrire la question géographique du ''Grand Rift'' à l'agenda du débat panafricain. Ils organisent leurs dialogues autour des miettes qu'ils tiennent à se partager comme ''chiens de garde '' du nouveau désordre mondial ultralibéral.

Dans ce contexte, les élites organiques et structurantes doivent travailler, à moyen terme, à la (re)naissance du patriotisme panafricain en reconduisant les luttes d'émancipation politique que les Pères et Mères fondateurs des indépendances (formelles) africaines ont laissé inachevées. Ce patriotisme panafricain mis au service de l'intégration politique et économique des pays souverains au cœur du ''Grand Rift'' devra participer de la re-création d'un autre imaginaire (congolais et) panafricain.

Dans cette guerre perpétuelle que l'Etat profond anglo-saxon mène au monde entier, il y a des exemples de résistance pouvant inspirer l'élite organique et structurante congolaise ainsi que les masses populaires devenues critiques. La Chine ayant compris que l'ONU et ses casques bleus font le jeu de cet Etat profond a choisi d'avoir ses propres filles et fils parmi eux. Elle les a envoyés protéger ses intérêts et les civiles travaillant dans les compagnies pétrolières de l'un des pays du ''Grand Rift'', au Sud-Soudan[4].

Dans un monde globalisé et où règne la confrontation entre les peuples et les Etats, elle a transformé son savoir en une action protectrice de ses intérêts et des civiles. Un autre exemple est celui de l'Erythrée. Ce petit pays a rompu avec ''les tueurs à gage économiques'' made in USA que sont le FMI et la Banque mondiale pour sauvegarder sa souveraineté économique et politique. Ces deux exemples prouvent à suffisance que quand des élites organisées et agissantes résolvent la question de la direction dans leurs pays, elles peuvent répondre intelligemment aux questions géographiques et économiques que leur pose l'Etat profond US sans se contenter de la simple dénonciation ou de la critique facile.

[1] F. W. ENGDAHL, Ouganda : les objectifs inavoués de la campagne « Kony 2012 », dans Réseau Voltaire du 28 avril 2012
[2] Ibidem.
[3] http://lejournaldessorties.com/critique-virunga-orlando-von-einsiedel-critique-du-film/
[4] Pékin déploiera 700 casques bleus au Soudan du Sud / Sputnik France – Actualités – Prises de Position – Radio

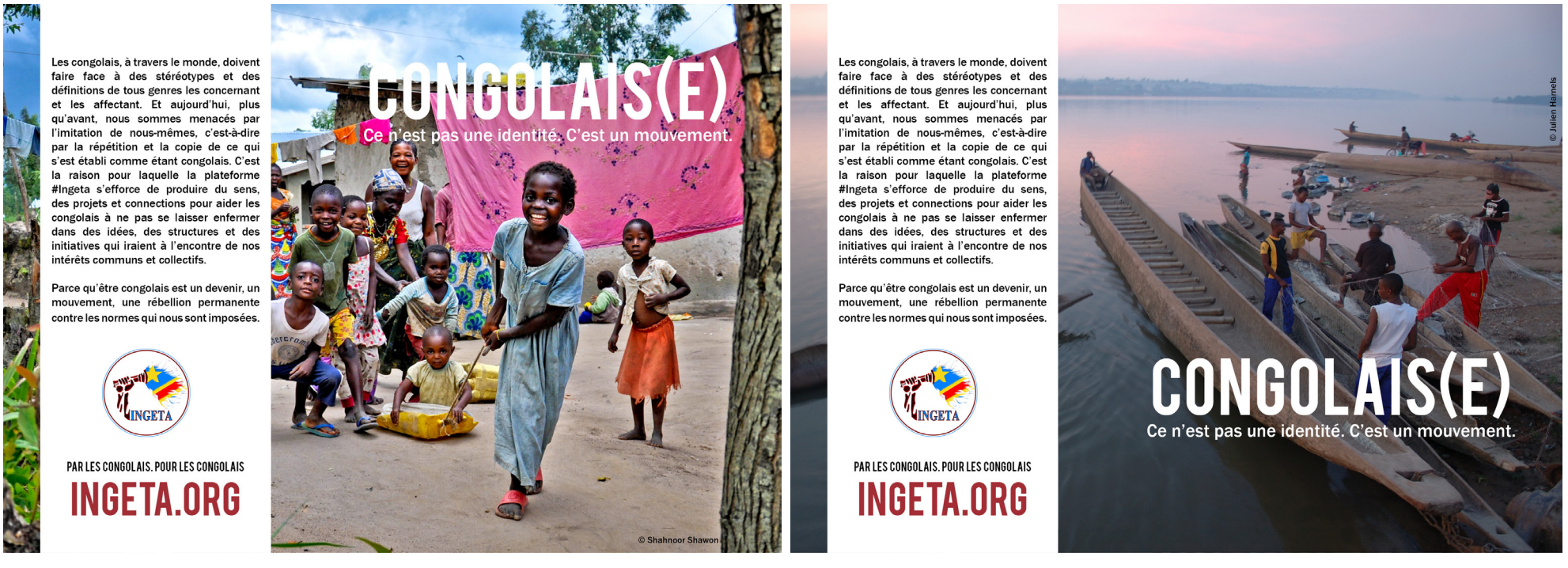
Ingeta sur les réseaux sociaux
facebook.com/ingetaweb
twitter.com/ingetaweb

Campagnes | 3

Congolais(e)

Les congolais, à travers le monde, doivent faire face à des stéréotypes et des définitions de tous genres les concernant et les affectant. Et aujourd'hui, plus qu'avant, nous sommes menacés par l'imitation de nous-mêmes, c'est-à-dire par la répétition et la copie de ce qui s'est établi comme étant congolais. C'est la raison pour laquelle la plateforme #Ingeta s'efforce de produire du sens, des projets et connections pour aider les congolais à ne pas se laisser enfermer dans des idées, des structures et des initiatives qui iraient à l'encontre de nos intérêts communs et collectifs.

Parce qu'être congolais est un devenir, un mouvement, une rébellion permanente contre les normes qui nous sont imposées..
http://www.flickr.com/ingetaweb



Comprendre la guerre et ses enjeux au Congo, part. V

Présentation des enjeux cruciaux pour la RDC, les congolais et l'Afrique à travers des synthèses, en deux ou trois phrases issues des contenus de Ingeta.com. Retrouvez et téléchargez tous les visuels de cette campagne : http://www.flickr.com/ingetaweb

Le Congo. Nouvelle Définition

La guerre qui sévit au Congo nous fait prendre conscience que les commanditaires de cette guerre de basse intensité et leurs alliés utilisent des mots, à tort et à travers, vidés ou détournés de leurs sens, pour tromper les opinions. Cette campagne a pour but de lutter contre cette inversion sémantique en redéfinissant certains termes et mots essentiels par rapport aux enjeux congolais.
Retrouvez et téléchargez tous les visuels de cette campagne : http://www.flickr.com/ingetaweb

2015-2016: Les congolais doivent organiser leurs élections avec leurs propres moyens

Par Thierry Nlandu Mayamba*

ORGANISATION. ELECTIONS.

A court et à moyen terme, si l'on doit organiser des élections, il faudra les considérer comme un exercice d'apprentissage de l'expression libre du peuple. Elles ne mettront pas fin à la lutte de la libération mais constitueront un point de départ pour une nouvelle lutte. Il ne faut donc pas se faire d'illusion…

Le peuple congolais qui lutte pour sa libération totale et profonde veut, par des élections libres et transparentes, se doter de dirigeants dignes et nationalistes qui conduiront à un changement non seulement des dirigeants actuels mais surtout de la gouvernance inhumaine qu'on ne cesse de lui imposer. Il n'est donc plus question de réaliser des élections qui maintiendraient le statu quo avec un système politique et des modes de gestion qui ne mettent pas les hommes et les femmes de ce pays au cœur des préoccupations de tous ceux à qui le peuple aura confié une parcelle de pouvoir.

IL APPARTIENT AU PEUPLE, D'ORGANISER SES ÉLECTIONS AVEC SES PROPRES MOYENS

Il appartient au peuple, d'organiser ses élections avec ses propres moyens, dans les délais fixés par l'actuelle Constitution et dans les conditions matérielles acceptables. Dans cette perspective, le peuple doit se mettre au travail afin de prouver sa capacité de se mobiliser de l'intérieur pour des élections libres et démocratiques. C'est à cette seule condition qu'il réussira à décourager certains membres de la communauté internationale et leurs complices congolais qui imposent depuis deux cycles des élections de façade avec pour seul but de revitaliser un système odieux d'exploitation qu'aucun peuple de ce siècle ne peut plus tolérer.

Dans ce contexte de lutte pour des élections libres et démocratiques, le peuple doit faire pression sur la CENI et le gouvernement pour se réapproprier le processus électoral à tous les niveaux de la vie nationale. Le peuple congolais est capable de le faire et il le fait déjà. En effet, et à titre d'illustration, comment essaie-t-il de survivre dans un Etat où les gouvernants lui refusent un salaire décent ? Comment arrive-t-il à faire étudier ses enfants dans des écoles totalement prises en charge par des parents et des professeurs pauvres mais héroïques ? Comment arrive-t-il à contester le pouvoir dans sa volonté de tripatouiller la Constitution et la loi électorale? Comment les chauffeurs taxis arrivent-ils à faire une grève de deux jours et à immobiliser toute la ville sans relais dans la presse officielle pour la mobilisation des uns et des autres? Comment les Kimbanguistes se mobilisent-ils pour trouver les fonds qui servent à construire leurs temples et autres édifices? Comment les catholiques arrivent-ils à prendre en charge leur clergé et à organiser les manifestations en l'honneur de leurs évêques et autres Princes de l'église? Comment ce peuple est-il arrivé ce 19,20 et 21 janvier à faire reculer des politiques qui s'acharnaient à ne pas respecter sa volonté? Les mauvaises langues toujours soucieuses de décourager ce peuple dans pareille entreprise ne cessent de relever les imperfections de ces stratégies du peuple. A tous, on peut répondre qu'il n'y a que ceux qui osent qui peuvent se tromper et par conséquent s'évaluer et se corriger pour aller de l'avant. Le peuple congolais ne doit pas avoir peur de ses erreurs, car elles sont les signes d'un peuple qui est résolument debout, en marche.

De nos jours, il existe un gouvernement issu des dernières élections truquées que seule une certaine communauté internationale altruiste mais surtout égoïste peut offrir. C'est semble-t-il, à ce régime dont la légitimité a été remise en question dès les premiers moments de son installation que notre démocratie de façade confie l'organisation des prochaines élections que tous veulent crédibles. Comme la communauté internationale, le peuple du Congo désire ardemment la tenue des élections libres et démocratiques. Mais, contrairement à certains membres de cette même communauté internationale, les Congolais ne veulent pas voir la ruse ni l'argent gouverner à nouveau nos prochaines élections. Ici, le peuple veut prendre les amis de la MONUSCO et de toute la communauté internationale aux mots. Lors de toutes leurs rencontres avec les ONGs, les églises, les diverses associations ainsi que les gouvernants, la communauté internationale affirme qu'elle n'entend pas organiser les élections en lieu et place des Congolais. Ce peuple veut qu'elle aille plus loin dans sa décision de sauvegarder sa liberté dans l'organisation des élections.

QUAND LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE INTERROMPT LES EXPÉRIENCES DE LUTTE DES PEUPLES DU TIERS MONDE

Aujourd'hui, la communauté internationale qui affirme vouloir entrer dans une nouvelle ère de partenariat responsable avec le peuple congolais, peut comprendre l'ardent désir de ce peuple de contribuer à travers divers mécanismes au financement des élections. Il y va de l'indépendance de ce peuple. Bien plus, ce peuple ne peut plus se permettre de nouvelles dettes d'autant plus que tous les partenaires ne cessent d'étaler sur la place publique son incapacité à payer les dettes contractées antérieurement.

En ce qui concerne la collecte des fonds, si les partenaires extérieurs veulent vraiment aider ce peuple, des personnes indiquées suggèrent que la communauté internationale puisse puiser dans les nombreux et scandaleux comptes des Congolais logés dans les différents paradis fiscaux qu'eux, seuls, peuvent localiser avec précision. Les puissances occidentales peuvent le faire, car il est question de justice. Cet argent revient à ce peuple et peut être utilisé dans l'organisation matérielle des élections. Le peuple congolais compte sincèrement sur ses partenaires extérieurs surtout en ce moment où ils témoignent tant de sollicitudes pour ce peuple qui souffre.

> **La Communauté Internationale dans ses élans de charité meurtrière a souvent interrompu les expériences de lutte des peuples du Tiers Monde sous prétexte que ces peuples sont pauvres**. Ce discours démobilisateur fait de ces peuples des éternels mendiants alors que tout homme sait que la main de celui qui donne est toujours au- dessus de la main de celui qui reçoit.

A l'intérieur du pays, le peuple congolais se mobilisera certainement si la question lui était présentée par des personnes ou des institutions auxquelles il fait encore confiance, entendez, les églises officielles ou dites traditionnelles. Car, en définitive, elles sont les seules structures fiables autour desquelles les élections peuvent être organisées. Le peuple peut se cotiser pour des élections libres et démocratiques. Des collectes peuvent être organisées pendant trois ou plusieurs mois dans cette perspective et dans ces différentes églises.

Qu'on ne vous trompe pas, ce peuple affamé est capable de se mobiliser. D'ailleurs, il le fait déjà. Nos curés et pasteurs des paroisses peuvent le témoigner. Et puis, souvenez-vous de l'époque où Monsieur Nguz, alors Premier ministre, avait menacé de fermer la Conférence Nationale Souveraine faute d'argent. Quelle n'a pas été la surprise de voir tout un peuple décidé de financer sa Conférence Nationale! A l'époque, Monseigneur Monsengwo n'a pas osé engager le peuple dans la nouvelle voie qu'il s'était librement choisi. Les Congolais savaient que ce serait dur mais ils voulaient prouver à l'humanité qu'ils étaient capables de le faire. A l'époque, l'Union Européenne qui avait sans doute compris les enjeux de pareille décision de la part d'un peuple s'est empressée à débloquer de l'argent pour la poursuite de la Conférence. Oui, l'Union Européenne a compris qu'il fallait étouffer cet élan. En effet, un peuple qui est capable de financer sa Conférence réalise vite qu'il est capable de financer ses écoles, ses routes, ses hôpitaux, ses églises, et d'imprimer à sa vie un rythme à la mesure de ses moyens.

La Communauté Internationale dans ses élans de charité meurtrière a souvent interrompu les expériences de lutte des peuples du Tiers Monde sous prétexte que ces peuples sont pauvres. Ce discours démobilisateur fait de ces peuples des éternels mendiants alors que tout homme sait que la main de celui qui donne est toujours au- dessus de la main de celui qui reçoit. Pauvres, oui les Congolais le sont à chaque fois qu'il sera question de se mobiliser pour sortir de l'esclavage que leur imposent ceux qui se font de l'argent sur leur dos. Demandez à Vodacom ce qu'il fait comme chiffres d'affaires dans ce pays où semble-t-il tous sont pauvres? Avec quoi ces pauvres paient-ils pour communiquer? Qui fait que cette société puisse croître au point de conquérir même les villages les plus reculés de ce pays où apparemment les pauvres sont plus pauvres que Job? Comment les pauvres ont-ils pu contribuer aux nombreux efforts de guerre à l'Est, Ouest et au Nord afin de permettre aux uns et aux autres de garder leurs positions acquises par les armes?

LE PEUPLE CONGOLAIS NE VEUT PLUS S'AUTO-DETRUIRE

Pauvres, oui le peuple congolais l'est et se reconnaît pauvre. Mais cette fois, il veut rassembler ses petits moyens de pauvres pour sortir réellement de la pauvreté physique et surtout mentale dans lesquelles ses propres gouvernants et leurs complices d'ailleurs les ont plongés depuis des décennies.

Non, ce peuple ne veut plus s'auto détruire. Il désire plutôt grandir et devenir réellement indépendant. Et ce n'est pas avec l'argent, le matériel, les vivres de la communauté internationale qu'il apprendra à produire, ni à gérer et encore moins à se choisir librement ses dirigeants. Qui finance des élections dans un pays le fait pour amener au pouvoir des responsables qui peuvent lui garantir le remboursement des dettes qu'on a, en toute liberté, proposées et imposées au peuple! Plus de cinquante années d'assistance ont suffisamment témoigné ce que plusieurs d'entre nous et même d'étrangers affirment aujourd'hui. Fort de ce qui précède, il semble urgent de passer à du concret. Il sera question de voir les sources de financement à l'intérieur du pays, la formation du peuple, l'organisation matérielle des élections, l'organisation des équipes chargées des enquêtes sur les candidats à des postes de responsabilité, etc.

Congo, ne doit pas tomber dans une spirale de violence. Les Ne Kôngo ont toujours été des non-violents. Ils doivent s'appuyer sur d'autres moyens pour faire entendre leur voix. Ils ne doivent pas donner des arguments d'agir aux puissances du monde qui, en complicité avec leurs affidés locaux, veulent broyer la RDC en mille morceaux comme l'a décrit clairement François Thual dans son livre La planète émiettée. Morceler et lotir. Un nouvel art de dominer, Paris, Arléa, 2002. Les ressortissants du Kivu, de la Province Orientale et de l'Équateur ont assez souffert de l'indifférence du pouvoir, il n'est pas nécessaire de créer de nouveaux espaces de violence. Nos vaillants soldats (Mbunza Mabe, Mamadou Ndala et Cie) sont assassinés par les ennemis du Congo sans que l'État congolais ne réagisse.

La frustration de ne pas avoir des ressortissants du Bas-Congo dans le présent Gouvernement doit plutôt réjouir les Ne Kôngo au lieu de s'en offusquer. Dès à présent, ils doivent se mettre à préparer des lendemains qui chantent en travaillant avec les Congolais de toutes les provinces qui refusent les injustices. Il faut inscrire la République dans l'idéal qui avait motivé Kasa-Vubu, Lumumba, Bolikango à se mettre en ensemble, malgré leur divergence, afin de sauver le Congo.

Le gouvernement actuel n'est pas la fin du Congo, il n'est qu'une étape dans la longue histoire de notre nation. Il faut nous projeter dans le futur en nous appuyant sur les Congolais qui ont l'auréole d'hommes d'État afin que la République ne subisse plus les mêmes affres. Et ces hommes existent. Plusieurs dossiers sont toujours sans réponse, parmi lesquels, il y a : les massacres de Beni restés sans réponse pour sécuriser les populations civiles en danger, le viol des femmes qui continue sans que les auteurs de ces viols soient punis, les assassinats des civils innocents. Bref, l'état de la nation congolaise est globalement négatif.

***Thierry Nlandu Mayamba est professeur à la Faculté des Lettres Université de Kinshasa.** Cet article est extrait de son essai: **_"2015-2016: stratégies constructives du peuple pour des élections libres et transparentes"_**

Ingeta sur les réseaux sociaux
facebook.com/ingetaweb
twitter.com/ingetaweb

L'armée congolaise ? Une bombe à retardement

Par Boniface Musavuli/DESC-Wondo.org

DEFENSE. GOUVERNANCE.

Les Congolais devraient réorganiser l'ordre de leurs priorités dans la perspective de 2016. Ils devraient davantage se préoccuper de ce qui se passe dans leur armée que du nom du prochain président. Sans une armée digne de confiance, le pays va droit dans l'impasse, et le prochain président n'y pourra rien. En effet, le travail de sabotage des réformes du secteur de la défense couplé avec la dissimulation dans les rangs de l'armée des soldats étrangers (rwandais et ougandais principalement), condamne le Congo à la paralysie sur le plan militaire. Une prise de conscience nationale, devrait ainsi émerger en vue d'obtenir, au minimum, l'organisation des états généraux de l'armée, bien avant l'arrivée du prochain président. Il en va de sa sécurité. Il en va surtout de la gouvernabilité du Congo. Une élection ne sert à rien si, derrière, le pays est ingouvernable.

En effet, contrairement aux affichages officiels, l'armée congolaise est une force vermoulue profondément rongée par des maux restés en l'état depuis une décennie, faute de réformes abouties. Le dernier ouvrage de l'analyste des questions militaires et géostratégiques Jean-Jacques Wondo peut servir de base à ce chantier dont le pays ne peut plus se passer. Le monde est de plus en plus impitoyable avec les peuples « sans défense ». L'ONU n'est pas une garantie.

Un premier aperçu sur les FARDC (l'armée nationale congolaise) fait état d'une armée de 140 mille soldats, soit 1 soldats pour 548 habitants. A priori, une moyenne acceptable. Mais les bons points s'arrêtent là. La puissance de feu de l'armée congolaise et le budget qui lui est alloué en font un des nains du Continent noir. On parle pourtant du deuxième plus grand pays d'Afrique derrière l'Algérie et le quatrième pays le plus peuplé du continent (2.345.000 km², 77 millions d'habitants). Le gouvernement congolais alloue un budget annuel de 247 millions de dollars à l'armée. Son voisin immédiat, l'Angola, alloue un budget de 5,7 milliards de dollars à son armée. Le budget alloué à l'armée congolaise n'atteint même pas la barre de 5 % du budget du voisin angolais. Une caricature à Luanda. La Patrie de Lumumba ne pouvait pas tomber plus bas.

En ce qui concerne les effectifs, la morphologie de l'armée congolaise est celle d'une pyramide inversée avec deux officiers ou sous-officiers pour un soldat de troupes, et une pléthore de généraux: 182 généraux. Des officiers dont le faible niveau de formation et d'aptitude de commandement vaut à l'armée congolaise les allures d'une armée mexicaine. Et c'est le premier indice des maux qui rongent cette armée. En effet, d'où viennent ces généraux alors que le Congo n'a pas formé d'officiers sur son sol entre 1994 et 2011 ? Comment fait-on pour devenir général sans parcours scolaire connu ? Comment fait-on pour devenir général sans avoir été ni lieutenant ni capitaine ? Pire, comment devient-on général sans avoir été tout simplement « un soldat » dans une armée régulière ? C'est le résultat des années des compromis et des compromissions politiques dans lesquels le pays s'est enfoncé en espérant mettre fin, par la politique de la joue tendue, aux guerres d'agression qu'il subissait.

UNE ARMÉE SABOTÉE ET IRRÉFORMABLE

Les conditions dans lesquelles sont jetées les bases de l'actuelle armée congolaise sont celles des négociations ayant abouti à la signature de l'accord global et inclusif à Pretoria le 17 décembre 2002 et adopté le 1er avril 2003 à Sun City, en Afrique du Sud. Il s'agissait de mettre fin à la guerre en « brassant »dans une même armée les troupes de l'armée loyaliste, et celles des différents groupes armées. L'édification d'une armée digne de ce nom à partir d'un tel amalgame requiert un travail politique ardu et une vision claire des objectifs à atteindre. Ce ne sera guère le cas. Entre 2004 et 2009, le Congo va connaître quatre plans de réformes qui vont toutes se solder par des échecs. D'un côté les autorités, tiraillées par des intérêts inavouables liés à leurs alliances durant les années de conflit, vont s'employer à maintenir une armée faible et fragmentée ; de l'autre, les partenaires extérieurs du Congo vont opérer sans coordination afin de privilégier des intérêts bilatéraux.

Cette absence de leadership national et de coordination se traduit concrètement par le fait que l'armée congolaise devient le masque derrière lequel des puissances étrangères exercent un contrôle indu sur l'appareil d'Etat congolais en poursuivant leurs propres objectifs stratégiques. Elles occupent des sites militaires sur le sol congolais : l'Angola (Kitona – Bas-Congo), l'Afrique du Sud (Mura – Katanga), la Chine(Kamina – Katanga), les Etats-Unis (Kisangani – Province Orientale), la Belgique (Kindu – Maniema), la France(Mbanza-Ngungu – Bas Congo) ou imposent à l'Etat congolais d'intégrer leurs propres soldats dans les rangs de l'armée nationale pour pouvoir la paralyser de l'intérieur. La stratégie du cheval de Troie menée jusqu'à l'absurde. Dès la fin de la Deuxième Guerre du Congo (2002), et après avoir obtenu l'intégration d'une première vague de ses bataillons dans la nouvelle armée congolaise, le Rwanda va créer un nouveau groupe insurrectionnel dans le Kivu (CNDP) derrière de sinistres personnages (Bosco Ntaganda, Laurent Nkunda, Sultani Makenga, Jules Mutebutsi,…). Des étrangers (pire, des criminels) qui vont être nommés dans l'armée nationale congolaise par le président Kabila alors que ce genre de nomination requiert une enquête préalable approfondie des renseignements militaires sur les origines, la moralité et l'aptitude au commandement.

Les tentatives de réforme de l'armée (il y en a eu 4) vont toutes être réduites à néant suite aux agressions répétées du Congo par ces deux pays et les défaites concédées par le régime de Joseph Kabila, des défaites qui se traduisent par l'intégration en masse des forces ennemies dans les rangs de l'armée nationale. Une façon de régler les conflits qui se traduit par le fait que, au final, les autorités d'un pays marchent la main dans la main avec l'ennemi, sous les yeux larmoyant d'un peuple endeuillé en permanence. Pour comprendre comment le Congo a pu se retrouver ainsi en situation de pays qui marche sur la tête, il faut directement remonter au sommet de l'Etat et s'intéresser aux relations entre le président Joseph Kabila et son homologue rwandais Paul Kagame.

Lorsqu'en juillet 1994, le général Paul Kagame prend le pouvoir à Kigali, au Rwanda, à la tête du Front patriotique rwandais (FPR), l'objectif ultime de ses parrains américains et britanniques est de prendre le contrôle du Zaïre de Mobutu (l'actuelle République Démocratique du Congo) pour mettre en coupe réglée ses immenses gisements miniers. Le secteur minier rwandais emploiera jusqu'à 35 mille personnes et constituera la principale source de revenu pour l'élite politique et militaire rwandaise. Le Congo doit être non seulement vaincu militairement mais surtout maintenu durablement en situation d'Etat sans armée pour défendre le territoire national et la population.

Il s'agit, pour les milieux d'affaires anglo-américains, en pointe sur la technologie des produits électroniques (les téléphones portables notamment) de puiser le maximum possible de richesses des gisements miniers de l'Est du Congo où se concentrent au moins quatre minerais stratégiques (le colombo-tantalite, aussi connu sous le nom de coltan, la cassitérite – le minerai dont est extrait l'étain – ; le wolframite – minerai dont est extrait le tungstène – et l'or. Pour réaliser le bonheur des multinationales gravitant autour de Paul Kagame, et mener à bien le pillage des richesses du Congo, il faut, pour faire simple, que le pays soit entre les mains des marionnettes qui ne constitueront pas d'obstacle militaire au pillage de ses ressources minières.

Le président Laurent-Désiré Kabila ne se soumettra pas, ce qu'il va payer de sa vie. Il est assassiné en janvier 2001. Paul Kagame obtient son bonheur en janvier 2001. Le Congo tombe entre les mains d'un homme qu'il connait, qu'il contrôleet qu'il méprise: Joseph Kabila. Et il ne se cache pas du mépris qu'il a pour luiet son armée. Même dans des cérémonies officielles.

UNE ARMÉE MINÉE PAR DES TRAITRES

La stratégie du cheval de Troie, orchestrée par le président rwandais, va opérer au-delà de ses espérances. Plus un seul général congolais ne sera en mesure d'inquiéter le Rwanda. Dans une interview au quotidien belge Le Soir, le général rwandais James Kabarebe disait de l'armée congolaise : « cette armée-là ne peut même pas tuer un rat ». Kigali peut infliger aux Congolais autant de défaites militaires que possible. Les opérations des soldats congolais dans le Kivu sont sabotées du haut de leur propre hiérarchie. Les témoignages des soldats qui reviennent désespérés du front sont ahurissants. Ils reçoivent des ordres contradictoires. Ils ont à peine de quoi manger et doivent se contenter d'un salaire de misère (60 dollars par mois) lorsqu'il est payé. Ils sont volontairement envoyés dans les pièges de l'ennemi qui ne fait que tirer pour l'emporter. Sur le front, les militaires communiquent via le réseau GSM civil classique. Il arrive qu'un commandant n'ait plus d'argent pour charger son GSM. Il est alors coupé de toute sa hiérarchie. Et quand on y ajoute le problème d'électricité pour charger les appareils électronique dans un pays sans électricité, on a là les ingrédients des défaites d'une armée nationale.

La méfiance des Congolais vis-à-vis de cette « hiérarchie de traitres » va connaître un tournant spectaculaire en juillet 2013. Une unité de l'armée, le 42ème bataillon, commandé par un colonel patriote et proche de la population infligeait des défaites au M23. Pour paralyser son action, Kinshasa ordonne son rappel, une des pratiques utilisées par le régime pour saboter les opérations des soldats sur terrain. La population de Goma réagit en bloquant les accès à l'aéroport. Elle va plus loin en organisant elle-même la surveillance des frontières pour dénoncer à temps réel les infiltrations de l'armée rwandaise. La population va elle-même se charger de transporter munitions et les vivres pour les soldats au front pour éviter que le régime de Kinshasa se serve de la logistique pour saboter les opérations des soldats au front et donner une nouvelle victoire aux hommes de Kagame. De leur côté, les soldats, sous le commandement du colonel Mamadou Ndala, vont se mettre à transmettre à la population de précieuses informations qui risquaient d'être censurées par les médias de Kinshasa.

Cette complicité du soldat avec sa population que le général allemand Erich Ludendorff appelle« cohésion armée-nation », sorte de task force soldat – peuple est la première victoire du peuple congolais sur les hommes de Kagame. Il va s'opérer, sur le plan international, ce que Thierry Vircoulon a appelé « l'alignement des planètes ». Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Belgique (les quatre principaux partenaires internationaux du Congo) vont s'accorder sur la nécessité de mettre fin, militairement aux aventures du M23. Il va ainsi se créer une« combined task force » associant un peuple, ses soldats et des casques bleus, dont les plus motivés étaient des Tanzaniens sans doute poussés par leur président, Jakaya Kikwete en conflit ouvert avec Paul Kagame. Le patron de la Monusco, l'Allemand Martin Kobler jouera quasiment le rôle du Chef d'Etat auprès des soldats au front pour remonter le moral des troupes. Le général brésilien Carlos Dos Santos Cruz, chef militaire de la Monusco, fort de son expérience en Haïti, va briller sur le théâtre des opérations en coordonnant efficacement les frappes de l'artillerie. Mais surtout, sur le terrain, trois officiers congolais déterminés : le colonel Mamadou Ndala à la tête des unités commandos, le général Jean-Lucien Bahuma considéré, depuis, comme l'artisan de la victoire sur le M23, et le général François Olenga qui veilla à ce que les soldats soient rigoureusement payés et nourris tout au long des opérations. Contrairement aux discours officiels, le président Kabila n'a joué aucun rôle dans la conduite des opérations. Aucun. Et c'était mieux comme ça. Mais c'est une première dans l'histoire des pays en guerre : remporter une victoire en veillant à ce que le président du pays soit maintenu à l'écart des opérations, et à juste titre. Depuis, le pays a sombré dans les mêmes travers et des trahisons comme en attestent les massacres de Beni (octobre – décembre 2014).

> **D'où viennent ces généraux alors que le Congo n'a pas formé d'officiers sur son sol entre 1994 et 2011 ?**
> Comment fait-on pour devenir général sans parcours scolaire connu ? Comment fait-on pour devenir général sans avoir été ni lieutenant ni capitaine ? Pire, comment devient-on général sans avoir été tout simplement « un soldat » dans une armée régulière ? C'est le résultat des années des compromis et des compromissions politiques

POUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ARMÉE

L'histoire retiendra qu'une fois la victoire acquise, le colonel Mamadou Ndala sera bêtement assassiné le 2 janvier 2014 à Beni, dans un secteur sous contrôle de l'armée. Le général Jean-Lucien Bahuma va mourir dans des conditions mystérieuses après une réunion en Ouganda. Le général François Olenga va être retiré des missions opérationnelles. Un mois seulement après la victoire sur le M23, le président Kabila se rend à Kampala pour signer des accords permettant à la milice rwando-ougandaise de renaître de ses cendres politiquement.

Deux mois plus tard, il promulgue une loi d'amnistie permettant aux membres du M23 de ne pas avoir à répondre de leurs crimes devant la justice, alors même qu'aucune des victimes congolaises de ce mouvement armé n'a fait l'objet d'évaluation sur sa souffrance. Aucune victime. Depuis, les membres du M23 ont commencé à revenir au Congo par centaines à bord d'avions du gouvernement de Kinshasa. Pour aller où ? Et pour quoi faire ? Personne ne sait.

Ainsi se présente l'armée congolaise, une armée infiltrée de tous bords par des ennemis et dont les prétendants à la présidence de la République ont tout intérêt à se méfier. Les militaires eux-mêmes, durement affectés par le carnage de Mushake (2.600 soldats tués), conséquence des infiltrations et des trahisons, ont ouvertement posé la question des traitres au cours du séminaire de l'état-major général tenu en février 2013, et réclamé des enquêtes et des sanctions. Un coup d'épée dans l'eau puisque le mal de l'armée congolaise vient du haut de la hiérarchie. Le poisson pourrit par la tête, disait Mao Tsé-toung.

C'est aux congolais eux-mêmes, premières victimes du désordre orchestré dans leur armé, qu'il revient de se saisir de la question et de mettre de l'ordre dans leur armée, la seule qu'ils ont. Parce que les casques bleus de l'ONU partiront un jour. L'initiative peut venir du parlement, voire de la population par voie de pétition (article 27) pour amener les députés et les sénateurs à aborder de face la question de l'état de l'armée. En effet, aux termes de la Constitution de 2006, la défense et la sécurité, autrefois domaines réservés du Chef de l'Etat, sont devenus des domaines de collaboration (article 81).

Membres du gouvernement, députés, sénateurs ; surtout ceux issus de l'opposition et de la société civile, ont tout intérêt à aborder clairement la question de l'armée et surtout exiger la convocation des états-généraux de l'armée. Il en va de leur propre sécurité et de la gouvernabilité du Congo tout au long de la prochaine magistrature au cours de laquelle ils aspirent diriger le Congo. Car sans armée digne de confiance, il n'y a pas d'Etat et sans Etat, les élections ne servent à rien.

MULTIMEDIA

Patrick Mbeko – Pourquoi le Congo est un défi pour le panafricanisme

Dans cet entretien accordé à l'institut de recherche et d'enseignement sur la Paix, Thinking Africa, l'auteur et politologue, Patrick Mbeko expose les enjeux de cette guerre qui dure depuis près de 20 ans en République Démocratique du Congo, sans qu'une solution viable et durable ait été prise pour y mettre fin. Il nous apporte un éclairage sur les notions de paix et de justice dans le contexte géopolitique de l'Afrique des Grands Lacs. Enfin, Patrick Mbeko explique pourquoi il est impératif de renouveler le leadership dans cette sous-région.
« On ne peut pas construire une véritable Afrique, unie et forte, quand un pilier, le Congo, de cette Afrique est fragilisé. Le panafricanisme que nous devons prôner aujourd'hui est le panafricanisme des cœurs : C'est à dire que les uns sont concernés par les problèmes des autres. » Affirme-t-il.

Voir la vidéo sur **ingeta.com**

Congologie – la responsabilité des congolais pour le changement au Congo

Dans cette nouvelle édition de l'émission Congologie, Kamabale Musavuli aborde la question de la responsabilité des congolais pour le changement au Congo et explique comment les congolais peuvent s'inspirer de ce que les jeunes noirs américains de Floride (de Dream Defenders) font.
L'idée principale est la suivante:
– « Si tu utilises le nom de Congo ou de congolais, tu as le devoir de te battre pour le changement au Congo. »
– « Congolais, arrêtez de demander du financement chez les américains. Demandez aux congolais de financer les mouvements congolais… On ne peut pas être indépendants, si on continue de demander de l'argent aux occidentaux. »

Voir la vidéo sur **ingeta.com**

Ben Kabamba de Filimbi – "Nous sommes rentrés dans la clandestinité"

Ben Kabamba, de la plateforme congolaise Filimbi, revient sur les événements du dimanche 15 mars 2015 à Kinshasa, dans lesquels des activistes sénégalais (Y en Marre), burkinabé (Balai Citoyen) et congolais (Filimbi) qui, lors d'une conférence de presse organisée par le FNJE (Forum national des Jeunes pour l'excellence), ont été arrêtés avec plusieurs dizaines d'autres personnes présentes lors de cet événement public consacré à l'engagement citoyen des congolais.
Il expose également certains mensonges relayés à la fois, par le gouvernement congolais, la presse congolaise et internationale, précise le rôle des américains dans cette affaire et évoque sa situation personnelle ainsi que celles des autres jeunes activistes congolais au Congo.

Ecouter l'audio sur **ingeta.com**

INGETA

NEWS + ANALYSES
RESSOURCES + OUTILS
CONNECTIONS + ORGANISATION
CONSEILS + ACTIONS

INGETA.COM

INGETA.ORG

INGETAWEB.NET

Ingeta sur les réseaux sociaux
facebook.com/ingetaweb
twitter.com/ingetaweb

Le problème de la nationalité en République Démocratique du Congo*

***Cet extrait, ci-dessous, est tiré du livre de Honoré Ngbanda Nzambo *"Crimes organisés en Afrique centrale"*. Editions Duboiris, 2004 (Pages 361 à 368).**

Voici plus de vingt ans que ce problème divisent les congolais entre eux d'abord, et permet ensuite aux étrangers de l'utiliser pour déstabiliser notre pays. Il est temps que les congolais eux-mêmes s'entendent d'abord sur la solution à ce problème délicat et complexe. L'avenir de toute la nation en dépend maintenant. Car c'est de la décision que nous prendrons ensemble aujourd'hui que dépendra l'avenir de la paix et de la stabilité de notre pays pour les années à venir. Nous devons avoir cette donné en permanence à l'esprit.

A mon avis, la bonne décision à ce problème dépend étroitement de deux éléments que je considère comme des préalables : Primo, il faut une forte armée nationale républicaine et dissuasive. Secundo, il faut une bonne administration publique, efficace et moderne. Autrement dit, nous avons besoin d'un Etat fort et bien structuré dans son fonctionnement quotidien. En effet, si nous avions une administration bien organisée, elle pourrait assurer un recensement des citoyens et des étrangers sur notre territoire et tenir les fichiers de leurs mouvements à l'intérieur du territoire national. Ceci nous permettrait alors d'envisager, une fois pour toute, une solution au sujet de cette partie de la population qui nous pose problème.

Quelles que soient les décisions que nous prendrons dans ce domaine, leur mise en application ne sera possible pas si nous ne disposons pas au préalable d'une armée puissante et disciplinée, ainsi qu'une administration bien organisée et compétente. Je m'explique. Supposons par exemple que nous décidions de l'expulsion d'une partie de la population tutsi-rwandaise de notre pays sur la base d'un jugement sur le séjour irrégulier, comment pourrions nous faire appliquer cette décision tant que nous ne disposons pas de moyens de contrainte pour son exécution ? Et si nous décidions de refuser la nationalité à un groupe d'hommes, de femmes et d'enfants, et de leur accorder seulement le droit de séjour temporaire, comment pourrions-nous les identifier dès lors que nous ne sommes pas capables de distinguer les Congolais des étrangers, faute de pièces d'identité nationales ?

J'estime qu'il y a des priorités que nous négligeons avant de nous attaquer au problème de fond. On ne décide pas d'aller à la chasse et de poser le problème du fusil ou du filet seulement à la vue du gibier. Je n'évite pas la problématique de la nationalité, loin s'en faut. Mais, avant de poursuivre mon analyse et de présenter mes propositions de solution, j'estime que ces deux domaines devraient être préalablement pris en compte. Sinon, l'appréciation exacte des propositions, quelles qu'elles soient, risque d'être altérée.

A titre d'exemple encore, nous pourrions, pour couper court à la polémique et pour ramener la paix définitive dans notre pays, envisager d'intégrer tous les contingents militaires des Banyamulenge dans l'armée congolaise. Dans cette hypothèse, si nous avions une armée nationale digne, commandée par des généraux patriotes, l'autorité politique (ministère de la Défense) pourrait exiger que leurs bataillons soient affectés à n'importe quel endroit du pays. Notamment dans les régions militaires au Bas-Congo (Bases de Kitona et de Mbanza-Ngungu), et au Nord de l'Equateur (par exemple base de Kotakoli), où ils seront disséminés en petits nombres. Mais pour envisager une telle mesure, il faut que nous disposions d'une armée adéquate, unifiée et disciplinée.

Quant au problème de la nationalité proprement dit, je pense que le prochain parlement démocratique qui sera élu devra lever une grande option politique. Une commission mixte de parlementaires et d'experts nationaux devrait étudier tout le dossier depuis son origine en passant par toutes les décisions déjà prises et proposer une ou des solutions définitives à couler sous forme de loi par notre parlement. A ce sujet, je pense que le gouvernement devrait proposer à la délibération du parlement qui sera issu des urnes populaires, un projet de loi sur le principe d'acquisition facultative d'une double nationalité pour tous les congolais. Mais la constitution devra prévoir des garde-fous très solides pour protéger l'accès aux fonctions de souveraineté contre tous les Congolais d'adoption, comme cela se fait dans toutes les grandes démocraties.

Je voudrais me pencher un instant sur la problématique de la double nationalité. L'accord global et inclusif de Sun City a opté pour la nationalité congolaise exclusive. Et cette décision devrait être soumise au parlement de transition pour être coulée dans notre Constitution de la Transition. Si je considère l'environnement émotionnel dans lequel cette décision a été prise, je comprends aisément la motivation et l'état d'âme de mes compatriotes qui avaient en face d'eux des hommes qui ont fait couler le sang des Congolais pour décrocher par la force la nationalité congolaise. Mais je crois qu'il faut dépassionner ce débat et considérer la question avec une grande sérénité. A qui profite le plus cette décision de nationalité exclusive ?

En prenant la décision de récuser la double nationalité aux Congolais, beaucoup de nos compatriotes défendent cette position en s'appuyant sur leur volonté d'empêcher les assassins du peuple congolais d'acquérir la nationalité congolaise. D'autres plus modérés exigent que ces rwandais de l'Est renoncent d'abord définitivement à leur nationalité rwandaise avant d'accéder à la nationalité congolaise, pour éviter qu'ils soient à la fois rwandais et congolais. Mais si nous examinons les dispositions constitutionnelles du Rwanda en la matière, nous pourrons nous rendre compte qu'elles vident notre décision de toute sa substance et la rendent inefficace. En effet, l'article 7 de la Constitution rwandaise adoptée par le référendum du 26 mai 2003 et confirmée par l'arrêt N°772/14.6/2003 du 2 juin 2003 de la Cour Suprême du Rwanda stipule : « La nationalité rwandaise d'origine ne peut être retirée. Nul ne peut être privée de sa nationalité ni du droit de changer de nationalité. »

Quand vous regardez la date de l'adoption de cette clause (26 mai 2003), vous n'avez pas besoin d'un effort particulier pour comprendre que cette disposition a été conçue pour parer justement aux arguments avancés par les délégués congolais lors des négociations en Afrique du Sud. Et cela prouve la détermination des autorités politiques rwandaises à soutenir l'opération du transfert d'une partie de leur population sur notre territoire.

Dans ces conditions, toute disposition juridique visant à contraindre les Banyarwanda du Congo à renoncer préalablement à leur nationalité rwandaise avant d'acquérir la nationalité congolaise devient sans effet, grâce à la disposition du même article de la constitution rwandaise qui stipule : « Les personnes d'origine rwandaise et leurs descendants ont le droit d'acquérir la nationalité rwandaise s'ils le demandent. » Ce qui veut dire en clair : si nous exigeons des Banyarwanda qu'ils renoncent définitivement à leur nationalité d'origine avant d'acquérir la nationalité congolaise, ils s'exécuteront sans hésitation, parce qu'ils savent qu'immédiatement après avoir acquis la nationalité congolaise, eux et leurs enfants pourront à tout moment reprendre leur nationalité rwandaise, car leur Loi fondamentale confirme expressément que « la double nationalité est permise ». En fin de compte donc, la disposition constitutionnelle congolaise stipulant que « la nationalité congolaise ne peut se détenir concurremment avec une autre nationalité » ne portera aucun préjudice aux Banyarwanda ainsi protégés par la Constitution de leur pays d'origine. Seuls les congolais d'origine en pâtiront !

> **Quelle que soit la décision que nous prendrons dans ce domaine, elle n'aura aucune efficacité dans son application**, tant que nous n'aurons pas mis sur pied une forte armée nationale, unique et disciplinée, ainsi qu'une administration structurée et bien organisée. Ces deux préalables sont indispensables avant d'envisager une quelconque solution dans ce domaine de la nationalité.

Or, si nous examinons justement ce que les Congolais d'origine risquent de perdre si nous optons pour la nationalité exclusive, nous réaliserons que cette décision pénalise exclusivement nos propres compatriotes et nos propres intérêts nationaux et non, comme nous l'aurions voulu, les étrangers candidats à la nationalité congolaise. Je m'explique encore. Aujourd'hui, près de deux millions de Congolais vivent en dehors du pays pour des raisons diverses. Mais, parmi eux, nous comptons un nombre impressionnant d'intellectuels qui travaillent dans des organismes internationaux, dans des grands centres de recherches scientifiques et stratégiques du monde comme la Nasa aux Etats-Unis, dans les services administratifs et commerciaux des pays d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. Ces compatriotes ont été contraints d'acquérir la nationalité des pays d'accueil pour bénéficier de ces avantages qu'ils n'auraient jamais eus dans leurs pays d'origine.

Cependant, en grande majorité, ces compatriotes sont restés tous fondamentalement attachés, dans leur cœur et dans leur esprit, à leur pays d'origine, la République Démocratique du Congo. Bien plus, ils participent énormément au soutien économique de notre par la masse importante de devises fortes qu'ils transfèrent chaque jour en faveur des membres de leur famille restés au pays. Je ne parle pas d'autres apports positifs comme les investissements qu'ils réalisent dans les différents domaines fonciers, commerciaux et autres.

A chapitre VI (de ce livre), j'ai attiré l'attention des compatriotes congolais sur la confusion que d'aucuns font entre la procédure d'octroi de la nationalité congolaise aux étrangers d'une part, et celle de l'acquisition de la nationalité étrangère par les Congolais d'origine d'autre part. Les deux procédures ne sont pas liées et ne doivent pas se confondre dans notre débat national. Le choix de la double nationalité par les Congolais de naissance n'est pas à confondre avec les conditions d'accès à la nationalité congolaise par les étrangers. Il s'agit là de deux sujets distincts (bien que corollaires dans leur présentation) au niveau de l'approche de la problématique proprement dite. Nous pouvons assouplir les conditions d'acquisition de la nationalité étrangère par les Congolais de souche, tout en prenant des précautions particulières pour protéger l'accès à des postes de souveraineté par des Congolais d'adoption. Nous ne devons pas pénaliser les citoyens congolais en voulant punir (sans succès d'ailleurs) les étrangers qui veulent obtenir notre nationalité par la ruse ou la force. Dépassionnons ce débat et ne faisons pas d'amalgame. Il y ava de l'avenir, de la sécurité et de la prospérité de toute la nation.

J'estime que le problème de la nationalité, au point où nous en sommes, n'est plus simplement un problème juridique ou administratif, ni même purement généalogique ou historique : Il est devenu un problème d'Etat. Il engage la sécurité et l'intégrité du territoire congolais dans son ensemble. Il est devenu un problème stratégique et politique. Il appelle une solution responsable au niveau politique, et je dirais même géopolitique nationale. Nous devons à la fois tenir compte des droits fondamentaux des citoyens congolais de la région de l'Est à disposer de leur terre en priorité, et régler les impératifs de la sécurité de l'Etat et de son intégrité territoriale dans les jours à venir.
Nous devrons prendre une solution ensemble, mais très vite. Nous ne pouvons pas sacrifier nos compatriotes de cette région du Kivu, nous devons leur demander leur avis sur ce problème, nous devons discuter avec eux des pistes, des solutions et agir très vite. Mais nous devons aussi nous débarrasser de tout sentimentalisme et de tout extrémisme et considérer l'intérêt général de la nation sans sacrifier celui de la région.
C'est un problème de solidarité nationale : Nous devons songer à nos frères de l'Est et ensemble nous devons songer à l'intérêt national.

Au moment où j'écris ces lignes, je viens d'apprendre que le débat sur ce problème de la nationalité vient d'être engagé au parlement de Transition. J'estime sincèrement que c'est une bonne chose, dans la mesure où ce débat pourrait déblayer le terrain pour une solution consensuelle entre Congolais. Nous devons tenir compte des avis des Congolais d'origine qui habitent ce territoire de notre pays. Parce qu'il ne faut pas que la solution prise au niveau national divise les Congolais. Ce serait servir la cause de l'ennemi qui compte sur cette division. Mais, je le répète, quelle que soit la décision que nous prendrons dans ce domaine, elle n'aura aucune efficacité dans son application, tant que nous n'aurons pas mis sur pied une forte armée nationale, unique et disciplinée, ainsi qu'une administration structurée et bien organisée. Ces deux préalables sont indispensables avant d'envisager une quelconque solution dans ce domaine de la nationalité. Autrement, les décisions resteront au niveau des intentions pieuses.

Le révisionnisme de l'histoire congolaise et l'illusion du Congo-Kinshasa-île

Par Jean-Pierre Mbelu. Photo: DR

MONDIALISATION. DIGNITE. FUTUR.

Le Congo-Kinshasa n'est pas une île. Il est au cœur des enjeux mondiaux d'importance vitale. Son histoire ne peut pas être comprise sans que ses filles et fils puissent déployer un effort constant d'étudier celle de ses ''partenaires extérieurs''. Quand cet effort manque, la porte peut être vite ouverte au révisionnisme de son histoire et à une victimisation collective de toutes ses filles et de tous ses fils au sujet de sa descente en enfer.

Il est curieux d'entendre de plus en plus certaines ''élites intellectuelles congolaises'' reprendre ''un discours de la rue'' du genre : ''Le petit Rwanda a vaincu le grand Congo-Kinshasa au cours de la guerre qui les opposent depuis les années 90''. Certains politicards en viennent même à banaliser la chose en disant : ''Comment toi, le grand Congo, tu pleures devant le petit Rwanda alors que cela devrait être l'inverse ?'' Que ce discours soit tenu par un quidam dans la rue, cela serait compréhensible. Mais que ce refrain revienne de plus en plus dans la bouche de ceux qui prétendent diriger le Congo-Kinshasa demain, cela nous semble gravissime. Aussi est-il bon de souligner qu'en dépit des rapports de l'ONU, des livres et des témoignages donnés par des avocats de la défense au TPIR et certains ex-membres du FPR, Kigali n'a presque jamais accepté officiellement qu'il est en guerre contre le Congo-Kinshasa.
La lecture révisionniste de l'histoire du pays de Lumumba peut procéder à la fois de l'amnésie, de l'opportunisme, de l'ignorance, du décervelage ou tout simplement d'une illusion entretenue sur ce pays conçu comme une île évoluant loin de la marche d'un monde géré de plus en plus comme un bien privé par les oligarchies de la finance[1].

LE CONGO ET LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

Que se passe-t-il après que l'uranium du Congo-Kinshasa est utilisé pour réduire en poussière Hiroshima et Nagasaki ? Comment les relations de ce pays avec ''les vainqueurs du Japon'' vont-elles évoluer ? Quelle était leur philosophie politique étrangère ? Quel en était le principe majeur ? Qui en était le concepteur ? En tant que ''nation exceptionnelle'', ils s'étaient engagés à devenir ''un empire'' en allant à la conquête du monde et des matières premières stratégiques en recourant au principe de la pure force. A une entrée de leur base miliaire au Vietnam, un texte illustrait cette philosophie :''Killing is Our Business, and Business is Good'' (« Tuer c'est notre affaire, et les affaires marchent fort »).
Partout où ils avaient envie d'étendre ''leur empire'', ils ont mis cette philosophie conçue par le CFR (Conseil des relations extérieures) en œuvre.
En septembre 1971, le congressiste John Rarick révélait ce qui suit : '' A l'issue de la Seconde Guerre mondiale et du décès de F.D. Roosevelt, des personnalités de mentalité ''internationaliste'', qui contrôlent tant notre économie que notre Exécutif (il s'agit du CFR) ont visé à l'instauration du Nouvel Ordre mondial, sous la direction américaine et sous des slogans de l'ONU. Objectif majeur derrière quelques retouches de façade des vieux principes socio-économiques européens : contenir le communisme et sommairement aboutir à un monde sûr du point de vue investissements et influence des Etats-Unis. [2]» Ces personnalités à mentalité ''internationaliste'' font partie de ce que Peter Dale Scott nomme ''l'Etat profond'' US. Danielle Mitterrand fournit quelques détails sur leur projet du ''Grand Domaine'' et cite l'un d'eux, un ambassadeur, George Kennan. Elle date ce projet. Cet ambassadeur l'a présenté au Pentagone en 1948[3].
Pour instaurer ce ''Nouvel Ordre mondial'', cet ''Etat profond'' orchestre des massacres, des assassinats, des invasions à travers le monde. Il implante des bases militaires, des garnisons et travaille en réseau avec des dictateurs, ''des terroristes'' et autres narco-trafiquants. Mobutu et ''son clan'' sont instrumentalisés par l'Etat profond US tout comme l'ONU (avec ses slogans) et les IFI soutenues par des ''assassins financiers''[4].
En d'autres termes, il crée ''le chaos constructeur'' pour imposer son ''Nouvel Ordre mondial'' par lui-même ou par des ''proxies'' interposés. Il reconduit des ''vieux principes socio-économiques'' ou en crée. Son ''Nouvel Ordre mondial'' participe de l'inversion sémantique, du décervelage et des efforts déployés pour cacher ses véritables ambitions dont l'une est d'engager tous les continents sur ''la route vers le nouveau désordre mondial''[5].

Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'implosion de l'URSS en août 1991, ces ''personnalités US à mentalité internationaliste'' ont cru, à travers leurs survivants et/ou leur progéniture, que ''la fin de l'histoire'' était devenue une réalité. Ce n'est pas un hasard que la chute du mur de Berlin coïncide (presque) avec la formalisation du Consensus de Washington par l'économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale, John Williamson. Explicitons.
Pour ''ces personnalités US'' et leurs alliés, l'implosion de l'URSS signait la fin du monde bipolaire et d'une certaine crainte de la ''menace rouge''. Tant que l'URSS constituait un contrepoids dans la balance de ''l'empire US'', « les classes capitalistes de l'Occident vivaient dans la crainte permanente que, par leur vote, les citoyens et citoyennes européens, américains, etc., n'adhèrent au système et à l'idéologie communistes. Elles procédèrent donc à une redistribution certes mesurée, mais volontaire de leurs richesses, impliquant une intervention de l'Etat dans les mécanismes de l'économie.[6] » Ils éprouvaient aussi cette crainte à l'endroit des ''proxies'' et des dictateurs qu'ils soutenaient contre les patriotes capables de choisir leur camp en fonction des valeurs qu'ils défendaient comme celle de l'égalité, de la liberté, de la réciprocité, de la coopération, de la solidarité et de l'autodétermination des peuples.
Au Congo-Kinshasa, l'assassinat de Lumumba et la longévité du pouvoir de Mobutu ont tout à avoir avec la crainte de ''la menace rouge'' tout comme l'existence de ''l'Etat-providence'' en Europe et aux Etats-Unis.

LE CONGO-KINSHASA N'EST PAS UNE ÎLE

Juste après la proclamation de l'indépendance de ce pays et Lumumba, Premier ministre, est confronté à la sécession des provinces riches du Kasaï et du Katanga. Il appelle l'ONU, les Américaines et enfin les Russes au secours. Plusieurs de ses critiques croient que c'est à ce moment-là qu'il a signé son arrêt de mort. « Car, estime Jacques Braibant, les Etats-Unis ne

> **Pour instaurer le ''Nouvel Ordre mondial'', l''Etat profond'' anglo-saxon orchestre des massacres, des assassinats, des invasions à travers le monde.**
> **Il implante des bases militaires, des garnisons et travaille en réseau avec des dictateurs, ''des terroristes'' et autres narco-trafiquants. Mobutu et ''son clan'' ont été instrumentalisés par l'Etat profond US tout comme l'ONU et les Institutions Financières Internationales soutenues par des ''assassins financiers.''**

pouvaient se permettre de voir le Congo tomber dans l'orbite soviétique. Après l'appel fait par Lumumba, les techniciens soviétiques commencèrent à arriver, dans la plus grande discrétion. S'ils arrivaient à le contrôler, ils utiliseraient le pays pour infiltrer et étendre leur influence sur les neuf pays, tous d'anciennes colonies, qui l'entouraient, ce qui aurait constitué une base de pouvoir extraordinaire en Afrique. [7]» Cette pseudo-justification est à replacer dans tout le contexte de la création du ''Nouvel Ordre mondial''. Elle permet de comprendre sans le fonder politiquement l'assassinat de Lumumba, Premier ministre d'un pays indépendant et le dévolu US jeté sur son ''traître de secrétaire'', Mobutu.
Nous nous livrons ici à un exercice exigeant : replacer le Congo-Kinshasa au cœur du jeu des luttes d'influence ayant marqué la période de la guerre froide.
Vers la fin des années 1980, quand ''l'Etat profond US'' estime qu'il a vaincu cette guerre au bout de cinquante ans, il décrète, à partir de ses ''petites mains

intellectuelles ''la fin de l'histoire'' et le triomphe de ''la démocratie du marché'' fondée sur le Consensus de Washington. « Ses principes fondateurs visent à obtenir, le plus rapidement possible, la liquidation de toute instance de régulation, étatique ou non, la libération la plus totale des marchés (des biens, des capitaux, des services, etc.) et l'instauration à terme d'un stateless global governance, d'un marché mondial unifié et entièrement autorégulé. [8]» (La bonne gouvernance dont plusieurs d'entre nous ne cessent de parler est un concept ''marchant'' liée à l'autorégulation mondiale du marché. Il n'a rien à voir avec ''un bon gouvernement''.)
Que faut-il pour arriver à un marché mondial autorégulé? La guerre. Pour quoi faire ? Pour détricoter les souverainetés nationales et créer ''une nouvelle géographie'' favorable à ce marché mondial autorégulé. Dans ce travail de détricotage, il n'y a pas d'un côté ''les méchants blancs'' et de l'autre ''les bons nègres''. Non. Il y a, à travers tous les continents, des peuples et des pays en train de perdre leur souveraineté au profit des ''usurpateurs''. La guerre contre le Rwanda, l'Ouganda et le Congo-Kinshasa participe de ce travail de détricotage des souverainetés des peuples pour produire des ''Etats ratés''[9]indispensables au marché mondial autorégulé fondé sur le Consensus de Washington. Elle coïncide avec la chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS et la formalisation de ce Consensus.
Il est important de comprendre que le Congo-Kinshasa n'est pas une île. Son histoire de ces trois dernières décennies ne peut pas être suffisamment comprise en marge de tous ces phénomènes (mondiaux) créés et/ou entretenus par ''les personnalités US à mentalité internationaliste'' et leurs alliés. Certaines de ses filles et certains de ses fils décervelés et ''esclaves volontaires'' font partie des réseaux travaillant à en faire en permanence un ''Etat raté''. D'où leur adoption du discours révisionniste de son histoire.
Cela étant, un certain effort de victimisation de tous les Congolais et de toutes les Congolaises comme auteurs de leur descente en enfer nous semble relever de l'inculture. C'est-à-dire de la mise entre parenthèse de toute la documentation mise sur la place publique par des intellectuels mondiaux étudiant ''les ambitions de l'empire US'' au cours de ces dernières cinq décennies.
Une chose semble sûre : le retour de l'Ours russe, la montée économique de la Chine et de l'Inde ; bref l'éclosion d'un monde petitement pluripolaire pourrait forcer ''l'empire US déclinant'' à revoir ses ambitions à la baisse et pousser les peuples du monde à créer des alliances réciproquement salutaires et sévèrement critiques de leurs histoires falsifiées. Les minorités congolaises organisées en conscience doivent saisir cette opportunité pour créer des alliances internationales qui soient salutaires pour leur pays. Elles doivent lutter contre la paresse intellectuelle, l'ignorance, l'amnésie et l'opportunisme favorisant le discours révisionniste. A tout prix.

---

[1] Lire S. GOERGE, Les usurpateurs. Comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir, Paris, Seuil, 2014.
[2] Cité par P. et D. VILLEMAREST, Faits et chroniques interdits au public. Tome II. Les secrets de Bilderberg, Aquilion, 2004, p.12. L'auteur souligne.
[3] Lire D. MITTERRAND, Le livre de ma mémoire, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2007, p. 407-416.
[4] Lire J. PERKINS, Les confessions d'un assassin financier. Révélations sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis, Québec, alTerre, 2005.
[5] Lire P. DALE SCOTT, La route vers le nouveau désordre mondial. 50 ans d'ambitions secrètes des Etats-Unis, Paris, Demi-Lune, 2011.
[6] J. ZIEGLER, Retournez les fusils. Choisir son camp, Paris, Seuil, 2014, p.73.
[7] J. BRAIBANT, Congo témoignage. L'histoire d'un gâchis et d'un pari stupide, Paris, Jourdain, 2014, p. 225.
[8] J. ZIEGLER, O. C., p. 74.
[9] http://www.michelcollon.info/Produire-des-Etats-Rates.html?lang=fr